



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation
Enseignement
Supérieur

RP
12 - 16
avril / mai
2025

UCAD : Entre réhabilitation et modernisation, le Recteur prend le pouls du terrain...



DIRCOM

Visite de chantiers du Recteur

Le Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Pr Alioune Badara Kandji poursuit ses visites de terrain. Il a effectué une inspection des locaux et chantiers.

Selon une note, la délégation a débuté par UCAD 3, s'est ensuite rendue au garage avant de rejoindre la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques (FSJP) puis la Faculté des Sciences et Techniques (FST), pour terminer par l'UCAD 2 sur le chantier des Centres d'excellence et le Centre de mesure.

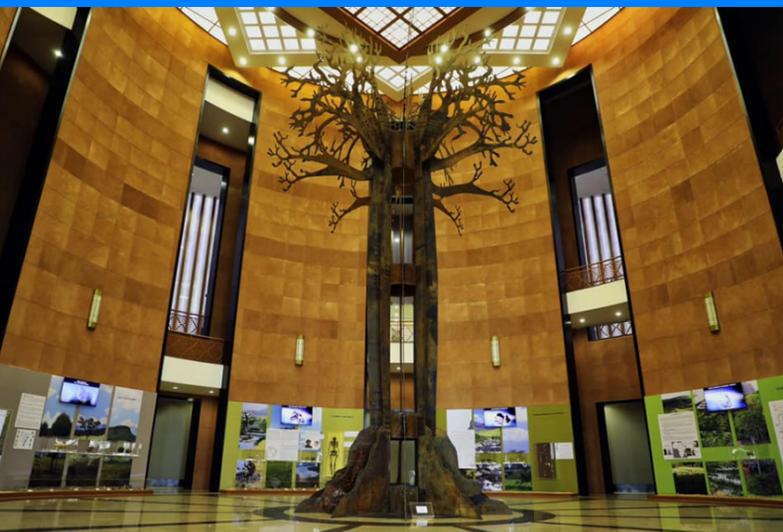
Les échanges ont porté sur l'identification des locaux disponibles à mettre à la disposition de certaines directions et l'appréhension des travaux de réhabilitation de certains bâtiments restés fermés depuis très longtemps.

« La Doyenne de la FSJP avait fait part de certains défis liés à l'entretien de la case nouvellement rénovée entre autres préoccupations. A la FST également, le Doyen qui a accueilli le Recteur, a montré les nouveaux bâtiments avec un embryon d'équipement tout en insistant sur la sécurité », rapporte la même source.

https://senego.com/ucad-entre-rehabilitation-et-modernisation-le-recteur-prend-le-pouls-du-terrain_1838002.html

NATIONALE

Musée des civilisations : l'héritage anthropologique noir à l'honneur



OUVERTURE CAMPUSEN : L'État anticipe sur l'orientation des futurs bacheliers



L'université Cheikh Ahmadoul Khadim forme son personnel à l'assurance-qualité



Une première au Sénégal. Du 14 au 18 mai 2024, le musée des civilisations noires abrite la conférence « Anthropologie et expérience noire ». Cette initiative de l'Association des Anthropologues Noirs en collaboration avec le Musée des Civilisations Noires, le laboratoire de l'Unité de Recherche en Ingénierie Culturelle et Anthropologie (URICA) de l'Université Cheikh Anta Diop IFAN, la Société des Archéologues Noirs (SBA) et le Collectif Noir en Anthropologie Biologique (BiBA) a pour ambition d'explorer les contributions et expériences des anthropologues Noires ainsi que leur méthodologie de travail.

Pendant 5 jours, universitaires, chercheurs et étudiants partageront leurs connaissances sur ce sujet. « Soyez les bienvenus ici, chez vous. You are welcome », a lancé la ministre de la culture et des sports, Khady Diene Gaye, à son auditoire composé, en partie, d'Africains de la diaspora venant des quatre coins du globe.

Dans son discours, l'autorité ajoute : « Bienvenue aux filles et fils d'Afrique qui vivent au Brésil, en Jamaïque, aux États-Unis, en Europe, qui ont traversé les océans violents qui pendant 400 ans ont été les autoroutes de nos corps et de nos âmes pour être ici avec nous. À vous tous, bienvenue à la maison. Nous sommes fiers d'accueillir cette réunion au Sénégal. C'est la première fois depuis sa fondation en 1970 que là-bas qu'il y a son rassemblement annuel en Afrique. Et nous en sommes très honorés ».

Selon Khady Diene, cette conférence vient à son heure dans un contexte marqué par une « série » de ruptures économiques, politiques, écologiques et culturelles mondiales.

https://www.seneweb.com/news/Culture/musee-des-civilisations-l-rsquo-heritage_n_470542.html

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Abdourahmane Diouf, a procédé, hier, à Diamniadio, au lancement officiel de la plateforme Campusen. Celle-ci sera ouverte jusqu'au 30 juin prochain pour permettre aux candidats au Baccalauréat de s'inscrire en vue de leur orientation.

À quelques mois de l'examen du Baccalauréat, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a pris les devants concernant l'orientation des futurs bacheliers. Il a procédé, hier, au cours d'une rencontre avec la presse, à Diamniadio, à l'ouverture de la plateforme Campusen dédiée à l'orientation des bacheliers. Celle-ci sera ouverte du 15 mai au 30 juin 2025. Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Abdourahmane Diouf a saisi l'occasion pour rappeler que depuis son arrivée à la tête de ce département ministériel, il s'est focalisé sur la stabilité du calendrier universitaire. Selon M. Diouf, un diagnostic a permis de constater que le retard dans le calendrier universitaire était en partie dû au processus d'orientation des nouveaux bacheliers. C'est dans ce cadre, a-t-il expliqué, que des mesures de remédiation ont été prises. Il s'agit d'orienter très tôt les bacheliers.

Il a salué les efforts enregistrés en 2024, car, dit-il, dès le 19 septembre, les bacheliers étaient déjà orientés. « Cette année encore, nous voulons faire mieux. Pour la première fois, le processus démarre avant le Baccalauréat », a indiqué M. Diouf, affirmant que le 29 août prochain, l'orientation des bacheliers sera effective. Selon le ministre, « cette année encore, tout bachelier qui fera la demande sera orienté dans les universités publiques ». Il invite les candidats au Bac à se connecter et à faire dès à présent leur choix. L'ouverture dès ce mois de mai, de Campusen, selon Abdourahmane Diouf, permettra aux candidats de modifier éventuellement leur choix avant la fermeture de la plateforme, car « beaucoup d'étudiants abandonnent leurs études dès la première année à cause d'une mauvaise orientation ». Le ministre rappelle que c'est l'académie de Matam qui a fait les meilleurs résultats au Baccalauréat en 2024. « Elle a été ainsi choisie pour accueillir, cette année, la tournée des autorités gouvernementales pour voir le déroulement de cet examen », informe M. Diouf.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/letat-anticipe-sur-lorientation-des-futurs-bacheliers/>

L'Université Cheikh Ahmadoul Khadim (UCAK) de Touba a abrité pendant deux jours (10-11 mai), une session de formation destinée à renforcer les capacités de son personnel sur les enjeux de l'assurance-qualité

Cette formation, animée par une équipe de l'Autorité nationale d'assurance qualité de l'enseignement supérieur (ANAQ-SUP), entre dans le cadre du processus d'habilitation institutionnelle dans laquelle l'UCAK s'est engagée depuis le mois de janvier dernier, a indiqué dimanche son recteur lors de la cérémonie de clôture. Elle vise également à « doter les acteurs internes de l'université des compétences nécessaires à l'élaboration des rapports d'auto-évaluation et à la gestion future des processus d'assurance qualité et d'accréditation », a indiqué le professeur Lamine Guèye.

Il a rappelé que selon la réglementation en vigueur, « la reconnaissance d'un diplôme nécessite l'habilitation de l'établissement qui le délivre ainsi que l'accréditation du programme concerné ».

« Le critère de reconnaissance des diplômes au Sénégal et à l'étranger, c'est l'assurance qualité. D'où l'importance pour nous de préparer ces procédures afin que nos diplômes soient reconnus ici et ailleurs », a expliqué l'ancien secrétaire exécutif de l'ANAQ-SUP.

L'université Cheikh Ahmadoul Khadim de Touba a entamé « une nouvelle ère », avec la nomination récemment d'une « nouvelle équipe dirigeante de haut niveau », sur laquelle cette institution compte s'appuyer pour renforcer son ambition académique.

C'est dans ce contexte que le professeur Lamine Guèye, ancien recteur de l'université Alioune Diop de Bambey, a été porté au mois de mars dernier à la tête de celle de Touba dont il va conduire la « transformation ».

<https://aps.sn/luniversite-cheikh-ahmadoul-khadim-forme-son-personnel-a-lassurance-qualite/>



Formés ici, diplômés là-bas : ce que révèle l'exode croissant des étudiants africains

Avec un taux d'inscription dans l'enseignement supérieur estimé à 9 %, l'Afrique reste largement en retrait par rapport à la moyenne mondiale de 38 %, selon l'UNESCO. Ce décalage structurel alimente un exode croissant d'étudiants vers l'étranger, que les universités étrangères s'efforcent de capter avec une intensité croissante.

Fragilisée par des infrastructures vieillissantes, des grèves à répétition et une spécialisation insuffisante des filières scientifiques, l'université africaine peine à répondre aux attentes du marché du travail. Les amphithéâtres délabrés et les laboratoires démunis de matériels performants limitent l'apprentissage pratique, tandis que les interruptions de cours, parfois longues de plusieurs semaines, retardent la validation des semestres et pénalisent la progression des étudiants. Les programmes, souvent conçus il y a des décennies, restent déconnectés des besoins actuels des entreprises locales et internationales, qui recherchent des profils maîtrisant les technologies numériques, l'ingénierie de pointe ou la recherche appliquée. Ce décalage creuse l'écart avec les standards mondiaux et accentue la fuite des talents, privant le continent d'une main-d'œuvre qualifiée et freinant son développement économique.

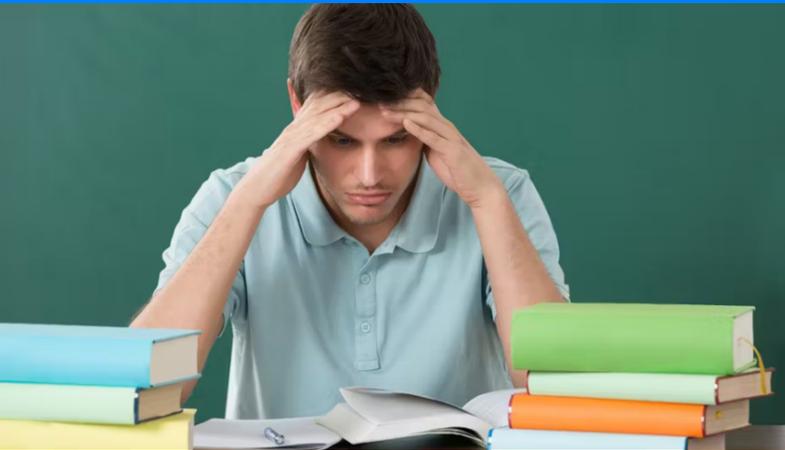
Dans un discours relayé par l'Agence Ecofin, Abebe Aemro Selassie, directeur du département Afrique du FMI, affirmait que les réformes prennent souvent du retard en raison d'un manque de volonté politique ou de marges budgétaires limitées. À cela s'ajoutent des inégalités géographiques marquées. Dans plusieurs pays, l'enseignement privé reste concentré dans les grandes villes et inaccessible à une majorité.

Face à cette demande croissante de formation de qualité, les établissements étrangers multiplient les stratégies d'attractivité. Le groupe EpicQuest Education collabore avec plus de 60 universités américaines pour recruter sur le continent. D'autres pays comme la Turquie, la France ou le Canada renforcent leur présence via des salons, des bourses (DAAD, Erasmus+) et des accords bilatéraux.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-services/1405-128342-formes-ici-diplomes-la-bas-ce-que-revele-l-exode-croissant-des-etudiants-africains-dossier>

INTERNATIONALE

Pourquoi tant de difficultés à recruter des enseignants ?



Belgique : L'appel des recteurs, chercheurs et étudiants



Universités au Vietnam : Miser sur la recherche et l'esprit entrepreneurial



Les concours pour devenir enseignant peinent à attirer les candidats et les académies multiplient les recrutements de personnels non fonctionnaires, ou contractuels, pour pallier les manques. Si ce type de pénurie n'est pas inédit, la crise actuelle questionne la valeur sociale du métier.

Depuis une quinzaine d'années, la France fait face à une crise persistante de recrutement des enseignants, en primaire comme dans le secondaire. Certes, le système éducatif français a déjà connu par le passé des crises de grande ampleur. Mais les causes en étaient différentes, et elles ne présentaient pas les spécificités de la crise qui affecte l'école aujourd'hui.

On peut rappeler à cet égard les épisodes liés à la massification de l'enseignement secondaire dans les années 1960, à la création des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) et à l'élévation du recrutement des professeurs des écoles de bac à bac+3 au début des années 1990 et, plus récemment, à la mastérisation de la formation des enseignants. Cette dernière réforme a été mise en œuvre alors que 60 000 postes d'enseignants étaient recréés dans les années 2010, nécessitant un afflux de candidats pour combler tous les besoins. Dans ce contexte, un décalage a été rapidement observé entre les effectifs de candidats et le nombre très élevé de postes à pourvoir, et il n'a jamais été résorbé. Il s'est même aggravé de sorte que les pouvoirs publics ont régulièrement recours dans l'urgence des rentrées scolaires à un nombre croissant de contractuels (dont le nombre a progressé de 26 % entre 2015 et 2020), en particulier dans les académies déficitaires (Créteil et Versailles en tête) ou dans les disciplines les moins dotées en candidats (lettres, mathématiques, allemand). On assisterait, par conséquent, à un changement de nature de la crise et à l'emboîtement d'une problématique de recrutement dans une problématique d'attractivité.

<https://theconversation.com/pourquoi-tant-de-difficultes-a-recruter-des-enseignants-253054>

Imaginez un monde, ou, plus près, une Belgique, où certaines recherches seraient autorisées... Et d'autres plus. Celles sur le réchauffement climatique, par exemple. Les recherches fondamentales sans utilité sociale immédiate seraient exclues, tout comme certains programmes de formation jugés non prioritaires. Un scénario fictif ? Pas tant que ça. À moyen terme, le risque est réel si les réformes cumulées se confirment...

Le CRef a récemment fait part de son inquiétude face aux diverses évolutions et réformes par lesquelles les gouvernements communautaire, régional et fédéral risquent d'asphyxier financièrement les universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles, inquiétudes relayées également dans une carte blanche signée par plus de 2000 académiques. Si ces réformes cumulées se confirment, elles entraîneront une diminution de la qualité des formations, un appauvrissement des recherches et une baisse drastique de l'attractivité de la carrière scientifique et académique au sein des universités francophones. Nos gouvernements mesurent-ils à quel point étrangler les universités et les moyens dévolus à la recherche scientifique met en péril l'évolution de l'ensemble de la société ?

À cette perspective, les signataires ont décidé de résister et d'utiliser toutes les compétences en leur sein pour démontrer la nécessité absolue de préserver leurs maigres ressources, leur liberté de recherche, la qualité et la diversité de leurs formations, la confiance en ces lieux de réflexion et de construction de la société de demain. Impacts sur l'innovation et le secteur industriel

Les universités de la FWB ont depuis longtemps établi une forte articulation entre recherche fondamentale, stratégique, appliquée et industrielle, valorisant quotidiennement leurs résultats. Elles ont créé des cellules de transfert de connaissances, coordonnées par le réseau LiEU, visant à mettre en relation chercheur·ses et partenaires privés ou publics pour stimuler les collaborations et favoriser l'application des résultats de recherche au sein de la société. Plus de 220 spin offs ont été créées, certaines devenues leaders mondiales dans leur domaine.

<https://www.lalibre.be/debats/opinions/2025/05/12/lappel-des-recteurs-chercheurs-et-etudiants-etrangler-les-moyens-devolus-a-la-recherche-et-a-lenseignement-menace-levolution-de-la-societe-3NKCWBQK6BAXNK4BB52XYEIVHA/>

L'Europe entend être un refuge pour les scientifiques américains menacés par les coupes budgétaires de Donald Trump. Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen ont lancé l'opération "Choose Europe for science" : 600 millions d'euros au total pour séduire les chercheurs étrangers.

"Choose Europe for science", choisir l'Europe pour la science, voilà le slogan en anglais de l'Union européenne pour attirer les scientifiques étrangers, surtout les Américains. Car Donald Trump a entrepris de tailler dans les budgets de la recherche, lui qui accuse l'université américaine de promouvoir une idéologie woke, terme fourre-tout pour dénoncer notamment la promotion de la diversité.

L'Europe a donc lancé une opération séduction pilotée par Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen. Le chef de l'Etat et la présidente de la Commission européenne étaient côte à côte à la Sorbonne à Paris ce lundi 5 mai. Avec un souci commun, défendre la liberté académique des chercheurs menacée par Donald Trump. Sans jamais nommer son homologue américain, Emmanuel Macron a eu des mots très durs pour sa politique universitaire qu'il assimile à un "diktat".

Concrètement, l'Union européenne et la France vont mettre ensemble 600 millions d'euros sur la table pour aider les scientifiques contrariés dans leurs recherches, 500 millions côté européen et 100 millions pour le volet français. Et pourtant, cette démarche volontariste suscite des réserves au sein de la branche française du collectif de chercheurs "Stand up for science", Debout pour la science. Car les Etats-Unis de Donald Trump n'ont pas le monopole des coupes budgétaires à l'université, la France d'Emmanuel Macron est aussi concernée. Reste une question, les chercheurs américains mis en cause par Donald Trump ont-ils tous envie de céder aux sirènes du Vieux Continent ? La réponse dépend parfois des moyens que proposent les universités européennes. Hélène Chevallier nous appelle de Washington.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/culture-de-l-info/l-europe-veut-recuperer-les-chercheurs-malmenes-par-donald-trump-6654340>